Quatre considérations sur le « Sud global »

L'expression « Sud global « est une représentation du monde actuel. Qui l'énonce et dans quel but ? Sa réalité est douteuse mais ce fut le mot de l'année 2023. Face à cette rhétorique, que pouvons-nous faire et agir ?

1) Cette configuration dite Sud global existe comme représentation géopolitique, avec une fonction de machine de guerre antioccidentale.

Le terme a été forgé en 1969 par Carl Preston Oglesby (1935-2011), chercheur américain, président de la SDS (Students for a Democratic Society, Ann Arbor ; anti-guerre du Vietnam), pour dénoncer la domination du Nord.

La Chine a installé cette vision de manière délibérée. Ainsi, en introduction du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC, trisannuel Pékin 2-5/9/2024), continent allié pour la refonte de l'ordre international (53 pays présents sur 54), Liu Yuxi, représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires africaines, a déclaré : *« Le monde connaît des transformations profondes, portées par l'ascension du Sud global » « Notre histoire ne retournera pas aux vieux jours du colonialisme » ; il dénonce « la montée de la mentalité de guerre froide ».*

Lors du forum de Boao sur l'Asie, en avril 2022, le président Xi Jinping mit en garde les participants contre le retour de la « *mentalité de guerre froide »,* « *car l'hégémonisme et la politique de puissance ne peuvent que mettre en péril la paix mondiale, et la confrontation des blocs ne peut qu'exacerber les problèmes de sécurité au xxi*^{e} *siècle. Afin de promouvoir la sécurité pour tous dans le monde, la Chine aimerait proposer une initiative de sécurité mondiale* ».

Ces éléments de langage sont répétés lors de chaque visite officielle à Pékin et dans les conférences internationales : G20 à Bali (novembre 2022), à propos de la politisation des relations commerciales et du protectionnisme américain ; entretiens avec le chancelier allemand et les dirigeants de Singapour et de la Malaisie (mars 2023), la présidente de la Commission européenne et le président français (avril 2023). Le communiqué chinois est alors explicite : *« La Chine et la France doivent continuer de soutenir la multipolarisation du monde et la démocratisation des relations internationales, rejeter la logique de la guerre froide et la confrontation des blocs et relever ensemble toutes sortes de défis planétaires (…). La Chine considère toujours l'Europe en pôle indépendant dans un monde multipolaire, soutient les efforts de l'UE pour réaliser l'autonomie stratégique, et préconise que les relations sino-européennes ne visent aucune tierce partie, ne dépendent d'aucune tierce partie, ni ne se soumettent à aucune tierce partie* ». Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement… L'enjeu est donc, à nouveau, d'éviter la formation d'un front antichinois, ce qui a le mérite de la prévisibilité.

Il convient donc de noter la continuité de la vision chinoise, qui date de la conférence de Bandoeng 1955 : contre la mentalité de guerre froide, dénonciation de la logique des blocs : éloigner les forces militaires américaines d'une Asie orientale promise aux seuls Asiatiques – vus en tributaires de l'influence chinoise –, bâtir une communauté d'intérêts avec l'ancien tiers monde, renommé « Sud global », pour renverser, dans une approche néo-maoïste, l'ordre international dominé par le « Nord ». Il est question d'en prendre le contrôle, en faisant croire que la Chine est encore un pays en développement.

Cette stratégie s'inscrit dans une rivalité générale avec l'influence occidentale, qualifiée à la fois d'hégémonique et de déclinante. La critique de l'unilatéralisme vise l'intention américaine de ralentir la croissance chinoise en contrôlant les transferts de technologies duales, en dépit de la formidable interdépendance des économies.

Rappelons que Pékin s'intéresse depuis longtemps au Tiers Monde (cf le train Tanzam, entre Zambie et Tanzanie, pour exporter le cuivre ; et le soutien à des mouvements de lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et au Zimbabwe, en rivalité avec. Moscou). Mais Pékin déploie désormais des moyens considérables, tout en poursuivant l'instrumentalisation du passé colonial des Européens.

Indiquons enfin le contexte de diffusion de cette représentation :

- La guerre d'Ukraine : « *La Russie, porte drapeau d'un Sud global lassé de la domination occidentale sur les affaires du monde* » selon Fiodor Loukianov. Il s'agit d'avancer masqué, dans la reconquête impériale/coloniale de l'Ukraine.

- La rhétorique russe anti-occidentale s'affiche dans le cadre d'une « Eurasie » : *Faire partir d'Eurasie les forces extrarégionales*, selon Lavrov à Vientiane le 25 juillet 2024, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean).

- La tragédie de Gaza : citation critique d'Elie Barnavi [1].

Ainsi, par cercles concentriques, la guerre de Gaza irradie les Territoires palestiniens, les pays limitrophes du Proche-Orient, ceux du Moyen Orient, et, au-delà, la géopolitique planétaire. Comme la guerre d'Ukraine, c'est une affaire mondiale. En effet, face à la coalition dirigée depuis Téhéran, se dressent Israël et son allié unique, les États-Unis. Entre les deux, s'étend ce que l'on peut décrire comme une sorte de marais aux contours flous, dont le positionnement par rapport au conflit de Gaza et de ses ramifications dépend d'une foule de considérations disparates, voire contradictoires. Plus on est proche de l'épicentre, et plus les secousses du conflit se font durement sentir. Naturellement, les voisins d'Israël sont les plus affectés : la Syrie, État morcelé et failli dont le territoire sert depuis longtemps de champ de bataille entre l'Iran et Israël ; le Liban, dont le sud est en guerre ouverte et qui tremble de la

[1] TELOS, juillet 2024

voir s'étendre à l'ensemble du territoire ; l'Égypte, qui craint le débordement dans le Sinaï de masses de Gazaouis ; et la Jordanie, dont le gros de la population est palestinien, et qui, de ce fait, est menacée de déstabilisation. Ces deux derniers, à l'instar des autres pays sunnites de la région – le deuxième cercle – sont hostiles au Hamas et alignés sur Washington. D'ailleurs, ceux qui ont déjà signé des accords de paix avec Israël ne songent pas à les dénoncer ; mieux, l'Arabie saoudite, qui était sur le point de s'y résoudre avant la guerre, n'a pas renoncé à la normalisation avec l'État juif après – seulement, elle la conditionne désormais à la solution du problème palestinien, ou du moins au début d'un processus censé y conduire. On l'aura remarqué, à l'exception de l'Iran, tous les ennemis d'Israël sont des milices religieuses. Mais les gouvernements sont sensibles à une « rue arabe » très remontée contre Israël. ***Le troisième cercle est constitué des puissances de ce qu'il est convenu d'appeler le « Sud global », entité gazeuse et fluctuante qu'anime un vieux fonds d'antiaméricanisme tiers-mondiste, et où Israël fait figure de poste avancé de l'Occident.*** *Le procès intenté par l'Afrique du Sud à Israël pour faits de génocide devant la Cour de Justice internationale de La Haye illustre cette posture. Enfin, on trouve dans ce marais les deux puissances révisionnistes, la Russie et la Chine, peu connues pour leur mansuétude à l'égard de leurs propres populations musulmanes, mais auxquelles Gaza offre, dans une curieuse alliance avec les islamistes à l'extérieur, une occasion en or de damer le pion à Washington.*

Le « Sud global » est une échelle retenue comme référence par des puissances ascendantes.

2) <u>Le Sud global n'existe pas.</u>

Au sens où ce n'est pas un ensemble cohérent, organisé, structuré ;il est hétérogène, contradictoire (voir la rivalité stratégique Chine/Inde : deux États qui sont dans l'hémisphère Nord !).

Il n'a pas la cohésion de l'ancien Tiers Monde d'Alfred Sauvy (partout forte croissance démographique avant la transition démographique.

C'est au mieux un ensemble hétérogène de pays présentés comme non alignés.

C'est une caricature de présenter le Sud global comme un bloc d'opposition antioccidental. Les résolutions de l'ONU condamnant l'agression russe (mars 2022 – février 2023): 16% d'abstentions ; 80% d'approbation.

La faiblesse de cette représentation est qu'elle est trop globale, c'est-à-dire uni-scalaire. Or l'échelle pertinente est celle des acteurs étatiques, qui agissent en puissances westphaliennes à l'européenne si j'ose dire). Les intérêts nationaux guident la politique extérieure.

Exemples :

- Le Vietnam pratique une neutralité active, une politique extérieure omnidirectionnelle, qualifiée de diplomatie du bambou.
- L'Indonésie (lors du G 20) a exercé une diplomatie de neutralité « libre et active » (bebas aktiv) en obtenant un accord de 169 mots condamnent l'invasion russe (ASEAN, Bali, novembre 2022)
- L'Inde : Voice of Global South Summit (12-13 janvier 2023), 125 pays (contexte présidence du G 20). Liens économiques accrus avec la Chine, malgré restrictions aux investissements chinois : déficit commercial de 85Mds$ en 2023. Besoin des produits chinois pour se moderniser.

Même si le « Sud global » est une référence partagée, incantatoire, ces pays sont loin de privilégier une posture contestataire à l'égard de l'ordre international. Ils veulent y participer plus et n'offrent pas de modèle alternatif à l'ordre actuel (à commencer par l'économie de marché)

Mais les rivalités géopolitiques offrent des effets d'aubaine à des pays qui affirment leur souveraineté dans tous les domaines, dans le contexte d'une mondialisation qui leur bénéficie.

Invoquer le Sud global contredit le refus de la logique des blocs.

3) C'est le mot de l'année 2023

Il a remplacé dans l'usage courant des milieux économiques internationaux le terme de « pays émergents ». Ce qui souligne le poids des questions géopolitiques dans les grandes décisions économiques. Donc il risque d'être un concept-obstacle, géopolitique, masquant les enjeux géoéconomiques des pays à forte croissance. Mais les deux expressions revêtent une signification économique profonde en qualifiant l'ensemble de marchés hors Occident, où abondent les investissements chinois et autres : Turquie, Pays du Golfe, Inde), qui sont massifs. Ces pays participent de la réorganisation des chaînes de valeur du fait des tensions sino-américaines et de l'impératif de la sécurité économique (et de réduction des dépendances critiques). Les tensions géopolitiques et la recherche de chaînes d'approvisionnement plus résilientes et d'une plus grande sécurité nationale commencent à modifier les liens économiques globaux. Ils diminuent entre pays appartenant à des blocs antagonistes et augmentent entre pays relevant des mêmes blocs.

Enfin des pays économiquement « émergents » du fait de leur croissance rapide sont en train de bâtir une fonction de « connecteurs »[2] ou pivots entre les blocs : Asie du Sud-Est (Vietnam, Indonésie, Malaisie, Thaïlande), Maghreb-Machrek (Maroc et Israël), Mexique. Ils bénéficient de la mise en place, par la Chine, de stratégies de contournement des accès aux marchés européens et américains.

Les termes de fragmentation, découplage, démondialisation ne rendent pas compte avec assez de précision des évolutions de la géographie économique actuelle, notamment la place croissante d'une série de pays non-alignés, qui refusent de choisir entre Washington et Pékin (Asie du Sud-Est en premier lieu, Arabie saoudite), qui bénéficient de la guerre d'Ukraine (Inde, Pays du Golfe, Turquie, Asie centrale) et des tensions commerciales sino-américaines (du Vietnam au Mexique) et sino-européennes (du Maroc à la Turquie).

Pendant des années la géopolitique était plus importante pour certaines industries que pour d'autres. Désormais, elle importe pour chacun. Le meilleur pari pour le monde des affaires qui s'éveille à cette réalité est d'apprendre des expériences et des stratégies de ces États pivots qui montent en puissance.

4) Recommandations pour la France (et l'UE)

Je suggère d'éviter l'emploi du terme de « Sud global » dans les prises de position diplomatiques.

Au plan économique :

- Investir dans les pays connecteurs (Maroc, Mexique, Asie du Sud Est),

- Sortir de la rente en Afrique francophone (le Sénégal révise les contrats).

Au plan politico-diplomatique :

- Ne pas négliger les Suds

Aucune visite de Biden en Afrique ; une seule visite de chef d'Etat africain aux USA en 15 ans (William Ruto, Kenya, en mai) ; 5 visites de Xi Jinping ; 20 chefs d'Etat reçus à Pékin en 2023.

Les opinions africaines ne sont pas dupes de leurs « nouveaux amis » chinois (extraction de matières premières critiques sans retombée industrielle en Afrique)

[2] Changing Global Linkages, WP/24/76, Fonds monétaire international, avril 2024

- Pédagogie nécessaire

Président de la Finlande, Alexander Stubb (Le Monde 27 juillet 2024) : **La Russie doit-elle retirer ses troupes au préalable ?** *Dans notre perspective, le chemin vers la paix est clair : la Russie doit se retirer. Mais vous ne pouvez pas considérer ce retrait comme une précondition. Nous avons besoin de* ***convaincre le Sud global*** *que ce que fait la Russie relève de l'impérialisme. Il est dans leur intérêt d'arrêter ce conflit. Si [le président chinois] Xi Jinping voulait arrêter la guerre, il pourrait appeler Poutine pour lui dire « ça suffit ! ». La Chine pourrait faire beaucoup pour stopper les combats, car elle est dans une position de force vis-à-vis de la Russie.* ***Pensez-vous que Zelensky ouvre la porte des négociations à la Russie, sous la pression de la Chine et du Sud global ?*** *Évidemment, Zelensky a pensé que la première phase des discussions devait avoir lieu sans l'agresseur. Maintenant, nous arrivons à un point où les négociations doivent commencer. Le principe de réalité veut que si vous voulez impliquer la Chine et les pays du Sud global, la Russie doit être impliquée aussi. Nous oublions souvent, à l'ouest, que 141 pays ont condamné l'agression russe contre l'Ukraine lors du premier vote de l'Assemblée générale de l'ONU après l'invasion, mais que seuls une quarantaine d'États l'ont sanctionnée. Aucun pays ne l'a fait en Amérique latine, en Afrique. Et en Asie, seuls le Japon, la Corée du Sud et Singapour ont adopté des sanctions.*

- Comprendre la revendication d'une égalité des conditions

Si, pour afficher une résistance anti-occidentale, la Chine soutient encore une Russie affaiblie, l'Inde est, elle, adepte du double jeu, parfois qualifiée de « pivot » (*swing state*), pratiquant un « multi-alignement », expressions peu convaincantes. Sa position transactionnelle a bien été résumée par Subrahmanyam Jaishankar, ministre des Affaires étrangères, ancien ambassadeur à Washington et membre du Bharatiya Janata Party, lors du forum Globsec de Bratislava en 2022 : « L'Europe doit se défaire d'un état d'esprit qui veut que ses problèmes sont des problèmes mondiaux, mais que ceux du monde ne sont pas les siens ». En clair, pourquoi vous soutenir sur l'Ukraine si vous êtes silencieux sur les attaques chinoises à la frontière himalayenne ?

- Réforme du CSNU : Kishore Mahbubani demande à Keir Starmer de laisser son siège au CSNU à l'Inde[3].

Au plan multilatéral :

[3] Financial Times UN credibility depends on matching veto rights to shift in global power 12 8 2024

Traiter les lignes de clivages avec les pays intéressés : énergie, technologie, monnaie, normes et règles

Energie : Cette multipolarité naissante est déjà à géométrie variable, selon la nature des enjeux structurants. Thomas Gomart annonce une probable fragmentation du monde en blocs énergétiques stratégiques, qui placerait sans conteste les ÉtatsUnis en position de force vis-à-vis de leurs alliés européens et asiatiques, dès lors qu'ils combinent les ressources fossiles et les outils de la transition énergétique.

La course à la maîtrise nationale des technologies critiques – semi-conducteurs, intelligence artificielle, informatique quantique, systèmes spatiaux, nouvelles fibres optiques sous-marines – met au premier plan les impératifs de sécurité nationale définis par les grands États, déjà conduits à soutenir par l'argent public le maintien à flot d'économies affectées par la pandémie : le capitalisme devient politique.

En avril 2023, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva déclare à Pékin : « Toutes les nuits je me demande pourquoi tous les pays doivent commercer en dollars »… En réaction, et à propos d'un train de sanctions supplémentaires contre la Russie, la secrétaire au Trésor Janet Yellen reconnaît que la multiplication des sanctions américaines peut inciter à la recherche de monnaies alternatives pour les échanges internationaux, même si cette tendance ne doit pas être exagérée. Le billet vert est la monnaie de 60 % des réserves de change ; il est la référence du commerce international, des marchés de la dette. La forte demande pour la détention de dollars américains permet aux États-Unis d'emprunter à un coût moindre. Il ne sera pas facile de neutraliser ces effets de réseaux. Le renminbi ne pèse en revanche que 3 % des réserves des banques centrales, faute de confiance dans le respect des règles de droit. Mais la facturation des échanges régionaux en monnaies moins internationales est à l'étude en Asie du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest. La France avait proposé que la monnaie mal nommée Franc CFA – il ne s'agit pas d'un « franc », mais d'un moyen de paiement dont le Trésor français garantit la stabilité par son ancrage à l'euro –, soit remplacée par une monnaie commune régionale : l'Eco. Cette initiative attendue s'est heurtée au refus du Nigeria, géant économique de l'Afrique de l'Ouest, dont la monnaie, le naira a perdu 260 fois sa valeur initiale… Ce qui décourage les autres pays, sans pour autant faire cesser les critiques contre la France.

Enfin, la Chine a organisé une pénétration systématique des institutions internationales existantes afin d'infléchir les normes et de s'imposer en tant que puissance structurelle, tout en créant des institutions parallèles dans le domaine du financement des infrastructures. Le système-monde est donc plus divisé au plan économique entre des techno-démocraties et des techno-autoritarismes.